

Bangladesh

UN BUDGET 2024-25 ORDINAIRE EN PERIODE EXTRAORDINAIRE

L'adoption du budget 2024-2025 s'inscrit dans un contexte macroéconomique difficile au Bangladesh, marqué par un contexte inflationniste et une détérioration de la balance des paiements qui affecte ses réserves de changes. Dans ce cadre, le budget reflète les choix difficiles qui doivent être pris par le gouvernement entre favoriser la stabilité économique, reflétée par un reflux de l'inflation, ou maintenir une forte croissance, comme le pays l'a connu ces vingt dernières années. Or, si les ajustements de politiques économiques décidés par la Banque Centrale en mai 2024 indique une politique monétaire restrictive avec une hausse des taux d'intérêts qui affecterait les investissements et la croissance, le gouvernement affiche dans son budget des objectifs irréalistes de forte croissance (6,75%) et d'investissements privés (+29 Mds USD en g.a.) avec un reflux de l'inflation à 6,5% contre 10% en juin 2024. De même, il table sur l'hypothèse illusoire d'une appréciation du taka (114 BDT/USD contre 117 aujourd'hui). La réduction du déficit à 4,6 %, contre 5 % ces dernières années, combinée à des objectifs fiscaux peu crédibles (+24% de collecte de revenus requis), ne contribue pas à refléter une politique budgétaire véritablement restrictive. En effet, alors que le financement du déficit pose question en raison du manque de liquidités dans le système bancaire, la hausse des dépenses en développement et en subventions (2,15% du PIB) suggèrent une volonté du gouvernement de ne pas ralentir l'activité économique. Finalement, le budget 2024-2025 semble adopter une logique court-termiste qui aborde certains aspects du programme FMI comme la fiscalité mais qui manque d'évoquer les grandes difficultés du secteur bancaire. Surtout, le gouvernement peine à répondre aux difficultés socio-économiques avec toujours de faibles dépenses pour l'éducation (1,7% du PIB) et la santé (0,7% du PIB) ou encore des filets sociaux défaillants (1,8% du PIB) alors que le risque de chômage est grandissant et que les ménages à faible revenu connaissent une érosion rapide de leur pouvoir d'achat en raison de l'inflation.

1. Un budget optimiste anticipant une forte croissance et un important reflux de l'inflation

Le 30 juin, le Parlement a approuvé le budget présenté par le gouvernement pour l'exercice 2024-2025 (FY25), dans un contexte macroéconomique difficile avec notamment des prix élevés pour les biens essentiels et une détérioration de la balance des paiements et des réserves de change. **La réduction de l'inflation et l'amélioration des réserves de change constituent ainsi les principaux défis de la nouvelle année fiscale.** Le budget total atteint 7 970 Mds BDT (environ 68 Mds USD), soit 14,2% du PIB, un pourcentage en baisse par rapport au budget FY24 qui représentait 15,2% du PIB. Il repose sur une prévision de croissance de 6,75%, contre 5,82% attendus pour 2023-24 et 5,78% réalisés en 2022-23, ainsi que sur une hypothèse de fort reflux de l'inflation à 6,5%.

Ces hypothèses sont nettement plus optimistes que celles des institutions internationales. Le FMI anticipe une croissance d'environ 5,7% pour FY25. De son côté, la Banque mondiale considère que le PIB réel du Bangladesh devrait ralentir à hauteur de 5,6% alors que la Banque asiatique de développement (BASD) est plus optimiste avec une croissance de 6,1% sur un an. Il semble par ailleurs difficile d'inscrire l'inflation dans une trajectoire baissière la ramenant à 6,5%, alors que celle-ci culminait toujours à 10% en juin 2024.

La projection du gouvernement ne semble pas tenir compte de l'effet des ajustements de la politique monétaire prises par la Bangladesh Bank en mai 2024. La banque centrale du Bangladesh a en effet mis fin au mécanisme d'encadrement des taux d'intérêts pour les banques commerciales (dit SMART), qui imposait un corridor centré autour de la moyenne des taux des bons du Trésor sur 6 mois et qui ralentissait la courroie de transmission pour renchérir le crédit et ainsi limiter l'inflation. Dans le même temps, alors que le taux était maintenu à 110-111 BDT/USD depuis septembre 2023, quitte à puiser dans les réserves, la Banque centrale a introduit un taux de change flottant au sein d'un corridor (système dit « cheville rampante » ou *crawling peg* en anglais). La Bangladesh Bank a par ailleurs décidé de centrer ce corridor autour de 117

BDT/USD, soit une dévaluation de plus de 5% de la monnaie. Cette décision vise à inciter le rapatriement de devises (transferts des expatriés et revenus tirés des exportations), de rendre plus attractif les exportations et de dissuader les importations, contribuant à relâcher la pression sur les réserves de change. Néanmoins, elle poussera l'inflation à la hausse, renchérissant les importations essentielles pour le pays (énergie, produits alimentaires). Finalement, face à l'inflation, la Bangladesh Bank (BB) a également décidé d'augmenter son taux directeur, passant de 8,0% à 8,5%, et devrait garder ce cap au moins jusqu'à la fin 2024. Ces ajustements, indiquant une politique monétaire restrictive, auront une influence sur l'inflation et l'activité économique, affectant potentiellement les objectifs d'inflation, de croissance et d'investissement affichés par le gouvernement dans ce budget.

	FY23 réalisé	FY24 budget	FY24 réalisé	FY25 budget	FY26 proj.	FY27 proj.
<i>Croissance du PIB (%)</i>	5,78	7,5	5,82	6,75	7,0	7,25
<i>Inflation (%)</i>	9,0	6,0	8,0	6,5	6,0	5,5
<i>Investissement privé (%PIB)</i>	24,2	27,4	23,5	27,3	27,6	28,6
<i>BDT/USD</i>	99,5	104	110	114	117	120
<i>Réserves de change (Mds\$)</i>	31,2	42,0	29,1	32,0	35,1	38,4

Source : MTMPS 2024-25

2. Des recettes fiscales ambitieuses à hauteur de 8,8% du PIB

Malgré la situation économique difficile, le gouvernement a proposé des objectifs de recettes fiscales ambitieux, à hauteur de 42 Mds USD (4950 Mds BDT), soit 8,8% du PIB et une augmentation de 18% par rapport au budget de FY24. Cette prévision devrait être bien accueillie alors que le FMI appelle le gouvernement à poursuivre ses efforts pour augmenter ses recettes fiscales. Le soutien du FMI, dans le cadre de son programme de 4,7 milliards USD accordé en 2023, est notamment conditionné à un élargissement de l'assiette fiscale et à la suppression progressive des nombreuses exonérations fiscales existantes. Dans ce cadre, le gouvernement se fixe un objectif ambitieux de 21,9% du PIB de collecte fiscale à horizon 2041.

Néanmoins, **la cible des recettes tient probablement d'un exercice arbitraire, légitimant l'objectif politique de forte croissance et répond aux exigences du FMI.** Ainsi, principe de réalité oblige, les estimations des recettes fiscales pour FY24 (3718 Mds BDT) sont bien inférieures à celles prévues dans le budget révisé (4290 Mds BDT) et du budget initial (4500 Mds BDT). Les prévisions du gouvernement sont donc très peu crédibles, supposant une hausse de 24% de collecte de revenus sur un an, dans la lignée des budgets précédents dont les objectifs sont systématiquement revus à la baisse durant l'année fiscale. La cible du FMI pour FY25 semble plus réaliste, à hauteur de 4780 Mds BDT, mais nécessitera un effort important de collecte alors que le Bangladesh ne devrait pas réussir à atteindre l'objectif de l'institution internationale pour FY24, qui était de 3945 Mds BDT.

Pour augmenter ses recettes fiscales, le gouvernement compte collecter environ 15 Mds USD d'impôts directs, soit 33% du total des revenus anticipés. Les recettes tirées de la TVA, qui représentaient plus de 50% des recettes fiscales il y a quelques années, se sont érodées au fil du temps mais la dépendance aux taxes indirectes reste élevée avec notamment 16 Mds USD de TVA anticipées, soit une hausse de 15% en glissement annuel. Cette hausse risque d'être répercutée directement sur les ménages à faibles revenus qui sont déjà fortement impactés par le contexte fortement inflationniste. Le gouvernement compte également augmenter les recettes provenant des droits d'importations, avec une hausse de 16% en glissement annuel, représentant environ 5,5 Mds USD.

Concernant les exonérations fiscales, la Première ministre, **Sheikh Hasina, a autorisé le lancement d'un programme visant à réduire progressivement les exonérations fiscales** au cours des trois prochaines années. A partir du début de la nouvelle année fiscale 2024-2025, le National Board of Revenue (NBR), qui représente l'administration fiscale bangladaise, sera chargé de limiter ces avantages fiscaux qui sont aujourd'hui présentes dans plus d'une trentaine de secteurs, dont ceux de l'énergie, des technologies numériques, du textile, et de l'agriculture. Cet engagement a été rappelé durant le discours du Ministre des Finances sur le budget. Cependant, le NBR prévoit, dans les faits, de dépenser **1630 Mds BDT (13,9 Mds USD) en exonérations fiscales** pour FY25, soit une augmentation de 11% en glissement annuel.

3. Un budget dans la lignée des exercices précédents...

3.1. Un financement du déficit potentiellement affecté par la pénurie de liquidités dans le système bancaire

Après une décennie de politiques économiques expansionnistes, la situation macroéconomique a obligé le gouvernement à diminué son déficit à 4,6% du PIB pour FY25, soit 22 Mds USD, contre 5% pour les années précédentes. Ce déficit sera financé à 36% par des ressources externes (environ 7,7 Mds USD contre 9 Mds USD en glissement annuel) et à 64% par des financements internes, des proportions stables par rapport à l'année précédente.

Le financement du déficit dépendra principalement du secteur bancaire, considérant que 54% de celui-ci sera financé par des emprunts bancaires. La situation actuelle du système bancaire, qui fait face à un important manque de liquidités, pose question sur la capacité des banques à financer ce déficit. Cette situation pourrait contribuer à **compliquer l'accès du secteur privé au crédit** conduisant à une réduction de l'investissement et ainsi ralentir l'activité économique. De plus, la banque centrale pourrait être contrainte d'imprimer davantage de taka pour répondre à ce besoin de financement, ce qui risquerait d'alimenter l'inflation, alors même que sa maîtrise fait partie des objectifs du gouvernement.

[3.2. Un développement focalisé sur les grands projets d'infrastructures malgré des efforts dans les secteurs de l'éducation et de la santé](#)

Le programme de développement annuel (ADP) pour l'année fiscale 2024-2025 s'élèverait à 2650 Mds BDT (22,5 Mds EUR), soit un budget en légère hausse de 0,8% sur un an. L'ADP tombe ainsi à 4,7% du PIB, continuant sa chute sur ces dernières années. Cet ADP comprend en tout 1246 projets, dont plus d'un quart date d'il y a plus de six ans. Le nombre de projets bénéficiant d'un allongement du délai d'implémentation est en hausse de 21% en glissement annuel, démontrant les difficultés d'implémentation auxquelles font face les autorités bangladaises. **Les « méga-projets » représentent 24% de l'ADP. Parmi eux, plusieurs doivent être terminés lors de l'année fiscale** (voir Annexe 2), dont le Padma Bridge Rail Link (financement de l'EXIM Bank of China) et l'extension de l'aéroport international de Dacca avec son troisième terminal (JICA).

A l'instar de l'an dernier, les secteurs des transports et des communications représenteront les principales dépenses de l'ADP (27%) et celui de l'énergie sera le deuxième poste le plus important (15%), notamment en raison de la centrale nucléaire de Rooppur et de la centrale à charbon de Matarbari. Alors que les allocations des deux premiers secteurs sont en baisse en glissement annuel (respectivement -7% et -8%), le budget consacre une plus grande importance aux secteurs de l'éducation et de la santé, avec une augmentation respective de 5,5% et 27%. Elles restent néanmoins relativement faibles, à hauteur de respectivement 12% et 8% des dépenses totales. Ces secteurs essentiels sont souvent confrontés à des problèmes de corruption et à une mise en œuvre inefficace des projets.

[3.3. Des dépenses en subventions toujours en hausse](#)

Le budget prévoit une augmentation des dépenses en subventions publiques (énergie, agriculture, etc.) d'environ 100 Mds BDT (800 M USD) par rapport à l'année précédente, ce qui va à l'encontre des recommandations du FMI, qui suggère leur suppression. **Ces subventions totalisent ainsi 1205 Mds BDT (10 Md USD), représentant 2,15% du PIB et environ 14% du budget.** Les secteurs de l'énergie et l'agriculture concentrent presque 50% du total des dépenses en subvention, notamment destinées à l'électricité, le GNL et les engrais. Cette augmentation vise à atténuer la pression inflationniste qui pèse sur les ménages, en limitant l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Le Bangladesh est particulièrement dépendant des importations d'engrais et pesticides et d'énergie (charbon, GNL, pétrole) et la situation s'est fortement dégradée depuis le début de l'invasion russe en Ukraine contribuant à la hausse du prix des intrants agricoles, des produits énergétiques et de l'affaiblissement du taka par rapport au dollar.

Les subventions dans l'énergie devraient augmenter de 14%, passant de 350 Mds BDT à 400 Mds BDT, et explique donc la principale hausse dans les dépenses de subventions. Le Bangladesh a d'ores et déjà revu à la hausse certains tarifs et a mis en place un mécanisme d'ajustement mensuel pour certains produits énergétiques. Le ministère des Finances justifie l'augmentation des subventions à l'énergie par la volonté de régler d'abord les arriérés, puis d'augmenter progressivement les prix de l'électricité tous les trois mois, afin de réduire les subventions énergétiques d'ici l'exercice 2025-2026.

Les fortes fluctuations du prix mondial des engrais entraînent une demande accrue de subventions, contribuant à maintenir un haut niveau de subventions pour l'agriculture, à hauteur de 173 Mds BDT. Compte tenu des tendances des exercices 2023 et 2024, où chaque budget révisé a enregistré une augmentation de 100 Mds de BDT pour les subventions agricoles, l'allocation sera potentiellement ajustée pour tenir compte des coûts supplémentaires liés à l'importation d'engrais.

Le budget montre **une diminution progressive des incitations à l'export**, notamment des subventions directes (aides en espèces) aux exportateurs, en amont de la sortie du pays de la liste des PMAs. Il est prévu que les incitations à l'export bénéficient d'une allocation de 78 Mds BDT (611 M EUR) contre 80 Mds BDT en

FY 24 et 90 Mds BDT en FY23. Aujourd'hui, 43 secteurs d'exportations bénéficient de ses incitations financières, la plupart sous la forme d'aides en espèces, dont 70% revient au secteur du prêt-à-porter. Ce retrait progressif découle des règles de l'OMC relatives aux subventions qui n'autorisent pas les subventions directes sous la forme d'espèces, sauf exemption pour les PMA. En contrepartie, le gouvernement prévoit une série de mesures de compensation comme par exemple des concessions de 5 à 10% sur les factures d'électricité, des exonérations financières sur les licences d'exportation ainsi que des prêts avantageux pour les entreprises exportatrices investissant dans l'énergie verte.

3.4. Un endettement modéré malgré un risque potentiel concernant les passifs éventuels

Le paiement des charges constitue le deuxième poste de dépenses le plus important dans le budget 2024-25, représentant 14,2% du budget - juste derrière les services publics (22%). **Les charges d'intérêts restent maîtrisées**, diminuant légèrement de 0,5 points de pourcentage dans le budget avec une très large part pour financer les intérêts domestiques. Avec l'augmentation progressive des prêts à conditions de marché de la part des bailleurs, un taux de change plus défavorable et la hausse globale des taux, le taux d'intérêt implicites du financement externe devrait progressivement mais légèrement augmenter de 2% en 2023-24 à 2,6% estimée d'ici en 2026-27. Le recours aux National Saving Certificates (NSC), très coûteux (taux d'intérêt de 13% environ), est graduellement réduit, permettant de réduire le coût de l'endettement interne.

Le montant des intérêts de la dette externe continue de croître rapidement, de 365 M USD en FY21 à 1,7 Mds USD en FY25, mais reste faible à 2,5% du budget. L'encours de la dette extérieure du Bangladesh a considérablement augmenté, atteignant 69 Mds USD (15,3% du PIB) en 2023-2024, soit une augmentation de près de 2 points de pourcentage en glissement annuel. Elle est trois fois plus élevée qu'il y a 14 ans.

Un risque particulier pour la dette bangladaise concerne l'encours des passifs éventuels du gouvernement qui atteint un niveau élevé pour l'année fiscale 2024-2025 en raison des nouvelles garanties accordées aux secteurs en difficulté de l'énergie et des engrais. Le montant des passifs éventuels atteindrait ainsi 117 Mds BDT (1 Md USD), soit une augmentation de 19% par rapport aux 98 Mds BDT de l'année fiscale précédente. Ces emprunts concernent notamment Biman et la Bangladesh Petroleum Corporation, dont les emprunts s'élèvent à 7 Mds BDT chacun. Le passif éventuel dans le secteur de l'électricité s'élève à 54 Mds BDT, dont plus de la moitié a été contracté auprès de la Bangladesh-China Power Company Limited, et de la Maitree Super Thermal Power Plant, une coentreprise entre le Bangladesh et l'Inde. En ce qui concerne le secteur des engrais, le passif éventuel pour l'importation d'engrais par la Bangladesh Agricultural Development Corporation s'élève à 19 Mds BDT, provenant de financements contractés auprès de la JICA, et de HSBC.

Ces passifs éventuels se réfèrent aux obligations financières potentielles que le gouvernement pourrait devoir assumer en raison des emprunts contractés par des entreprises d'État ou des organismes autonomes. Ils pourraient donc devenir des risques si les emprunteurs ne parviennent pas à rembourser leurs dettes en temps voulu, et que la dette se transfère donc sur les comptes de l'Etat.

4. ... qui ne reflète pas les défis socio-économiques actuels

4.1. Des indicateurs discordants avec une politique monétaire restrictive

Ce budget semble à certains égards ne pas répondre aux défis auxquels fait face le Bangladesh. Bien que le budget total affiche la plus faible augmentation depuis 2009 (+4,6% en glissement annuel), le gouvernement ne démontre pas une volonté claire d'instaurer une politique budgétaire restrictive qui permettrait de répondre directement au problème central de l'inflation. Les mesures prises ont été critiquées pour avoir une logique court-termiste et pour avoir échoué à mettre en place des mesures qui permettraient d'agir concrètement sur le secteur bancaire qui souffre toujours de plus de 15 Mds USD de prêts non-performants et de stabiliser la situation macroéconomique. Cette dernière crée de l'incertitude pour les investisseurs étrangers avec une baisse de 14% des flux nets d'IDE pour la première moitié de FY24 en glissement annuel.

Plusieurs indicateurs paraissent contradictoires avec une politique monétaire restrictive. Le budget indique une hausse importante des investissements privés rapportés au PIB, passant de 23,5% à 27,3% en glissement annuel. L'hypothèse du gouvernement impliquerait une enveloppe de près de 29 Mds USD d'investissements privés supplémentaires. Le gouvernement prévoit également que le taka devrait s'apprécier par rapport au dollar, dans un contexte où il s'est fortement déprécié ces derniers mois passant de 99,4 BDT/USD en FY23 à 117,9 BDT/USD en juin 2024, notamment à la suite de la dévaluation du taka par la Banque centrale en mai 2024. Cette hypothèse d'appréciation du taka est contradictoire avec l'objectif d'augmentation des réserves de change sur les prochaines années.

Alors que l'objectif d'augmenter la collecte fiscale est clairement abordé, le budget présente peu d'éléments concernant les autres réformes recommandées par le FMI, notamment sur des méthodes plus modernes de

collecte des revenus, l'amélioration de la gouvernance du secteur bancaire et une meilleure intégration des défis du changement climatique dans la budgétisation afin de prendre en compte les risques liés au climat.

4.2. Les secteurs sociaux à la peine malgré le contexte inflationniste

Le FMI appelle également à une accélération des efforts pour augmenter les dépenses sociales. Le gouvernement peine à répondre aux difficultés socio-économiques alors que le risque de chômage est grandissant dans le contexte économique actuel, avec une création d'emploi faible et un fort taux de chômage pour les jeunes diplômés, autour de 12% en 2022 (contre 3,5% pour la population totale) - une statistique publique probablement nettement sous-estimée. Le budget ne semble pas traiter ces enjeux, **les dépenses sociales affichant une baisse en glissement annuel une fois ajustées à l'inflation.**

Alors que plusieurs mesures fiscales risquent de renchérir le coût de certains produits (alimentaires, téléphoniques, etc.), les filets sociaux (hors pensions de retraites) voient leur allocation diminuer de 13% à 12% du budget par rapport au budget révisé 2023-24, passant de 1,87% à 1,78% du PIB sur la même période. Dans le même temps, les pensions de retraites pour les fonctionnaires ont augmenté de 36% en glissement annuel contre 12% pour le reste des programmes sociaux, qui représente aujourd'hui plus que 54% de l'allocation totale à la protection sociale contre 67% en FY21 . Plusieurs économistes avaient appelé à l'augmentation de l'allocation pour les programmes de protection sociale (Social Safety Net Programmes) pour soutenir les ménages à faible revenu ayant connu une érosion rapide de leur pouvoir d'achat, tandis que leurs revenus sont restés stagnants ou ont diminué.

Le gouvernement a également laissé inchangé le seuil de revenu exonéré d'impôt pour le prochain exercice fiscal malgré une inflation élevée persistante alors qu'il aurait pu être relevé pour accroître le revenu disponible des personnes à faible revenu. La nouvelle structure fiscale offre néanmoins des allègements fiscaux aux contribuables dont le revenu mensuel est compris entre 70 833 BDT et 320 833 BDT.

De plus, **les ministères sociaux restent bien moins bien dotés que dans les autres pays comparables** dans la zone, malgré la hausse des allocations pour les projets de développement évoqués ci-dessus. En effet, l'allocation pour la santé baisse légèrement en glissement annuel à hauteur de 0,74% du PIB, soit l'un des plus faibles totaux au monde, et représente 5,2% du budget. De son côté, le budget de l'éducation croît pour atteindre 1,69% du PIB, contre 1,48% en FY24, restant en bas de classement parmi les Pays les Moins Avancés (PMA). Cela est particulièrement préoccupant étant donné le besoin urgent de renforcer les compétences dans le secteur de l'emploi, dans le contexte de la sortie de la liste des PMA du pays.

ANNEXE 1 : récapitulatif du nouveau budget et des deux précédents. Source : Ministère des finances.

	2022-23		2023-24				2024-25		Budget FY24 vs. FY25
	Actuel		Budget		Révision		Budget		
	Mds Tk	% PIB	Mds Tk	% PIB	Mds Tk	% PIB	Mds Tk	% PIB	
Recettes totales et dons	3694	8,3	5039	10,1	4815	9,5	5454	9,7	8,24%
Recette totales	3666	8,3	5000	10,0	4780	9,5	5410	9,7	8,20%
Recettes fiscales	3277	7,4	4500	9,0	4290	8,5	4950	8,8	10,00%
Taxes du NBR	3197	7,2	4300	8,6	4100	8,1	4800	8,6	11,63%
TVA et autres taxes	1700	3,8	2240	4,5	2113	4,2	2470	4,4	10,27%
Taxes sur revenu et profits	1071	2,4	1532	3,1	1458	2,9	1756	3,1	14,62%
Droits de douane et d'accise	400	0,9	500	1,0	490	1,0	550	1,0	10,00%
Taxes hors NBR	79	0,2	200	0,4	190	0,4	150	0,3	-25,00%
Recettes non fiscales	389	0,9	500	1,0	490	1,0	460	0,8	-8,00%
Dons - Aides étrangères	27	0,1	39	0,1	35	0,1	44	0,1	12,82%
Dépenses totales	5738	12,9	7618	15,2	7144	14,2	7970	14,2	4,62%
Dépenses courantes	3698	8,3	4753	9,5	4532	9,0	5069	9,1	6,65%
Charge d'intérêt	921	2,1	935	1,9	1053	2,1	1126	2,0	20,43%
Annual Development Program	1919	4,3	2630	5,3	2450	4,9	2650	4,7	0,76%
Solde budgétaire total	-2035	-4,6	-2579	-5,2	-2329	-4,6	-2516	-4,5	-2,44%
Financement externe	791	1,8	1025	2,0	763	1,5	907	1,6	-11,51%
Décaissements	966	2,2	1272	2,5	1027	2,0	1272	2,3	0,00%
Amortissements	-175	-0,4	-247	-0,5	-264	-0,5	-365	-0,7	47,77%
Financement domestique	1243	2,8	1554	3,1	1566	3,1	1609	2,9	3,54%
Auprès du système bancaire	1180	2,7	1324	2,6	1559	3,1	1375	2,5	3,85%
Hors du système bancaire	633	1,4	230	0,5	7	0,0	234	0,4	1,74%
dont : National Savings Scheme	-334	-0,8	180	0,4	-73	-0,1	154	0,3	-14,44%
PIB Nominal	44392	100,0	50068	100,0	50480	100	55974	100	11,80%

ANNEXE 2 : Méga-projets en cours dans le cadre de l'ADP

Nom du projet	Date de début	Coût du projet (crore BDT)	Date de fin prévue
<i>Construction of Rooppur Nuclear Power Plant</i>	07/2016	114 226	12/2025
<i>Matarbari 2x600 MW Ultra-Super Critical Coal-Fired Power Project</i>	01/2014	56 694	12/2026
<i>Dhaka Mass Rapid Transit Development Project (Line 1)</i>	09/2019	53 977	12/2026
<i>Dhaka Mass Rapid Transit Development Project (Line 5): Northern route</i>	07/2019	41 239	12/2028
Padma Bridge Rail Link	01/2016	39 247	06/2025
4th Primary Education Development Programme (PEDP4)	07/2018	38 292	06/2025
<i>Dhaka Mass Rapid Transit Development Project (Line 6)</i>	07/2012	33 472	12/2025
Expansion of Hazrat Shahjalal International Airport (1st phase)	07/2016	21 399	06/2025
Construction of 329 technical schools and colleges at the upazilla level	01/2020	20 526	12/2024
Expansion and Strengthening of Power System Network under DPDC Area	01/2017	20 468	06/2024
SASEC Road Connectivity: Improvement of Elenga-Hatikumrul-Rangpur-Highway into 4-Lane Highway	09/2016	19 016	12/2024
Construction of Single Line Dual Gauge Track from Dohazari-Ramu-Cox's Bazar and Ramu to Ghundum near Myanmar Border	07/2010	18 034	06/2024
<i>Development of Matarbari Port</i>	01/2020	17 807	12/2026
<i>Construction of Dhaka-Ashulia Elevated Expressway</i>	09/2017	17 533	06/2026
<i>SASEC Dhaka-Sylhet Corridor Development</i>	01/2021	16 919	12/2026
<i>Construction of Bangabandhu Sheikh Mujib Railway Bridge</i>	07/2016	16 781	12/2025
Ghorasal Polash Urea Fertiliser Project	10/2018	15 500	06/2024
Power Grid Network Strengthening project under PGCB	10/2018	14 326	06/2024
Construction of dual gauge double line on Joydevpur-Ishwardi section	01/2019	14 251	12/2024
Development of transmission infrastructure for power evacuation of Ruppur Nuclear Power Plant	04/2018	10 982	12/2024